

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 06/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE

ZI - 170, rue de l'Industrie
26270 Loriol-Sur-Drôme

Référence : 20251031-RAP-DAEN1158
Code AIOT : 0006102595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE implanté ZI – 170, rue de l'Industrie 26270 Loriol-sur-Drôme. L'inspection a été annoncée le 24/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE
- ZI - 170, rue de l'Industrie 26270 Loriol-sur-Drôme
- Code AIOT : 0006102595
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ETEX France Building Performance de Loriol sur Drôme transforme et stocke du polystyrène expansé pour les isolations intérieures et extérieures dans le bâtiment (l'exploitant reçoit des billes

qu'il expanse). Ce site est soumis à enregistrement au titre des rubriques 2661 (transformation de polymères) et 2662 (stockage de polymères). Les produits sont vendus sous la marque SINIAT. Le groupe ETEX comporte 15 sites de production en France pour 350 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Les bâtiments sont implantés sur 6,6 ha dont 17 000 m² couverts. 50 à 60 personnes travaillent sur le site en 3 x 8 puis en 2 x 8 depuis février 2025. L'activité a baissé de 20 % à 30 % depuis les 3 dernières années.

L'activité est organisée comme suit :

- transformation perle expansible à l'aide de 3 expanseurs et 2 moules,
- deux lignes de découpe,
- une ligne de production en doublage (plaque de plâtre assemblée au polystyrène).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Niveaux de bruits limites	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.2.5	Demande d'action corrective	6 mois
7	Pollutions atmosphériques – généralités	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Contrôle des émissions de polluants à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.3.4 et 1.3.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Surveillance des rejets de COV	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.3.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Collecte et conditions des rejets des effluents liquides - plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.4.2.2	Sans objet
3	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.4.1.2	Sans objet
5	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
11	Étude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
12	Installation des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet
13	Vérifications périodiques et suivi foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu mais le changement des personnes suivant les dossiers liés à l'environnement a entraîné quelques manquements dans ceux-ci.

Les non-conformités relevées sont les suivantes :

- aucun suivi des évolutions réglementaires concernant les rubriques ICPE,
- pas de mise à jour du PSH (Plan de Sobriété Hydrique),
- non-conformité bruit au niveau d'une zone à émergence réglementée,
- pas de connaissance des caractéristiques des cheminées pour les rejets atmosphériques,
- non-conformité au niveau de la concentration en COVNM en sortie de l'expandeur continu,
- pas de bilan matière – émission COV (pentane) mensuel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société LAFARGE PLATRES est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Loriol-sur-Drôme les installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – rubrique 2661-1-a : 40 t/j – A – rubrique 2662-1-a : 31 500 m³ – A – rubrique 2661-2-b : 13 t/j – D – rubrique 2920-2-b : 60 kW – D – rubrique 1414-3 : D – rubrique 2910-A-2 : 3,5 MW – D – rubrique 2921-1-b : 1 372 kW – DC – courrier antériorité du 17/01/2005 – deux TAR qui ne sont pas de type « circuit primaire fermé » et qui ont une puissance thermique évacuée maximale de 558 kW et 814 kW. Elles sont communes à une seule installation de refroidissement et ne forment donc qu'un seul circuit. <p>Il est à noter que la société a porté à la connaissance de la préfecture, le 31 décembre 2019, un changement de dénomination sociale : au 1^{er} janvier 2020, la société SINIAT SA (ex LAFARGE Plâtres) absorbe la société PROMAT SA et change à cette occasion de dénomination pour devenir : Etex France Building Performance SA.</p>

La société a également envoyé en recommandé un courrier reçu le 12/01/2016 pour préciser qu'aucune rubrique supprimée ne concerne son établissement et que, suite à la réalisation de l'inventaire des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans les installations, aucune rubrique nouvelle n'est apparue.

Constats :

La visite d'inspection a permis de faire un point avec l'exploitant sur les différentes rubriques ICPE :

– rubrique 2661-1-a : 40 t/j – A ==> la rubrique a évolué et la transformation de polymères est dorénavant soumise à enregistrement entre 10 et 70 t/j. L'exploitant a précisé que sa production tournait plus autour de 23 t/j, actuellement, au lieu de 40 t/j. Il espère pouvoir retrouver la production antérieure si l'activité redémarre.

– rubrique 2662-1-a : 31 500 m³ – A ==> cette rubrique a également évolué et le seuil d'autorisation n'existe plus, le seuil de l'enregistrement est dorénavant de 1 000 m³. L'exploitant doit préciser le volume maximal stocké.

– rubrique 2661-2-b : 13 t/j – D ==> le seuil de déclaration est compris entre 2 t/j et 20 t/j. L'exploitant précise que la transformation est d'environ 7 t/j.

– rubrique 2920-2-b : 60 kW – D ==> cette rubrique est supprimée depuis le 25 octobre 2018.

– rubrique 1414-3 : D ==> l'exploitant ne connaît pas les spécificités techniques de l'installation de propane liquéfié. Tous les fenwicks sont dorénavant électriques, seuls les muets utilisent le propane.

– rubrique 2910-A-2 : 3,5 MW – D ==> aucune évolution selon l'exploitant.

– rubrique 2921-1-b : 1 372 kW – DC – courrier antériorité du 17/01/2005 - deux TAR qui ne sont pas de type « circuit primaire fermé » et qui ont une puissance thermique évacuée maximale de 558 kW et 814 kW. Elles sont communes à une seule installation de refroidissement et ne forment donc qu'un seul circuit. Une des deux TAR (558 kW) a été démantelée le 16 novembre 2020 (courriel à l'inspection), suite à l'arrêt du moule 630, donc il ne reste qu'une seule TAR de 814 kW.

La rubrique 1510 a évolué suite aux textes dits « post-lubrizol » en introduisant la notion d'IPD (Installation Pourvue d'une Toiture et dédiée au stockage). Pour déterminer le périmètre pouvant conduire à un classement ICPE au titre de la rubrique 1510, il convient de recenser les IPD puis identifier les différents groupes d'IPD et exclure les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510. Le périmètre final est à prendre en compte au niveau des tonnages et des volumes pour la rubrique 1510. De plus, les stockages liés aux rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 peuvent dorénavant être classés tous en 1510 selon la configuration du site.

L'exploitant a précisé qu'aucun agent démoulant ou autre produit dangereux n'était utilisé sur le site.

Lors du tour de site, un broyeur a été vu, l'exploitant ne connaissait pas sa puissance mais la rubrique 2515 peut être applicable: <https://aida.ineris.fr/reglementation/2515-broyage-concassage-criblage-ensachage-pulverisation-nettoyage-tamissage-melange>.

Les différentes installations sont soumises à enregistrement et non à autorisation, suite aux évolutions réglementaires de la nomenclature des ICPE.

<p>Les installations sont gérées via les règles de la procédure d'autorisation, et les arrêtés préfectoraux existants sont toujours applicables au site. En revanche, les deux arrêtés ministériels de prescriptions générales (arrêté ministériel du 27 décembre 2013 pour la rubrique 2661 et arrêté ministériel du 15 avril 2010 pour la rubrique 2662) s'appliquent aux installations sous réserve de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Non-conformité 1 : L'exploitant ne s'est jamais positionné sur les différentes rubriques ICPE suites aux évolutions réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre à jour son tableau de rubriques ICPE en recensant également toutes les activités qui auraient pu être oubliés (broyage...).</p> <p>Une mise à jour de l'arrêté préfectoral sera ainsi proposée ultérieurement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 2 : Collecte et conditions des rejets des effluents liquides - plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée : Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, poste de mesures, vannes manuelles et automatiques, doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : L'exploitant a montré un plan daté du 25/01/2023. Les dernières modifications du site datent de 2019 avec la mise en place d'une surfilmeuse. Les différents réseaux sont bien représentés sur le plan.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.4.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée : L'utilisation d'eaux pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. L'alimentation en eau, assurée par le réseau public et par forage privé sera munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé ; le relevé sera fait mensuellement, et les résultats seront inscrits sur un registre. Le forage devra être muni d'un clapet anti-retour. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.</p>
<p>Article 15 – arrêté ministériel modifié du 02/02/1998 :</p>

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'eau utilisée sur le site provient d'un forage et du réseau public (les zones hydrographiques de gestion sont le bassin de la Drôme - pour le forage : calcaires et marnes crétacés du bassin versant Drôme, Roubion, Jabron).

L'eau domestique est surtout utilisée pour le sprinklage.

L'eau de forage est utilisée pour la chaudière et la TAR.

La présence du clapet anti-retour avait été vérifiée lors d'une inspection en 2024.

L'exploitant relève chaque semaine ses compteurs.

Consommation eau de forage :

– 2023 : 11 251 m³

– 2024 : 9 061 m³

– 2025 : 5 749 m³ au 01/10/2025.

Les consommations sont en baisse à cause de la baisse d'activité et des actions mises en œuvre par l'exploitant sur le site.

Le compteur du forage a été relevé lors de l'inspection (55 275 m³) et la valeur était en cohérence avec les relevés de l'exploitant.

Consommation eau domestique :

– 2022 : 1 260 m³

– 2023 : 864 m³

– 2024 : 833 m³

Les purges de la chaudière et de la TAR sont envoyées vers un bassin de décantation en mélange avec les eaux pluviales et de voirie. Les eaux passent ensuite via un déshuileur/débourbeur avant de rejoindre le bassin d'infiltration ou adsorption puis la nappe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.

L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application de l'article R. 211-71

du code de l'environnement. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.

Constats :

Pour mémoire, la société ETEX a pris des dispositions techniques permettant de limiter la consommation d'eau avec notamment une boucle de recyclage :

- mise en place d'une nouvelle chaudière en 2014 ;
- installation d'un osmoseur ;
- mise en place d'une vanne proportionnelle de régulation des échappements de vapeur sur le moule NIP ;
- récupération des condensats pour alimenter la TAR puis réinjection dans le circuit au niveau de la bache d'alimentation de la chaudière.

L'arrêté d'autorisation ne dispose pas de prescriptions relatives à la quantité d'eau prélevable dans la nappe, ni de nature à répondre à une situation de sécheresse.

L'exploitant ayant été impacté les années précédentes par l'alerte renforcée sur le bassin de la vallée de la Drôme (pas d'alerte renforcée au cours de l'année 2025), il a travaillé sur la réduction de ses consommations en eau et l'élaboration d'un PSH. Le PSH date de 2023 et n'a pas été mis à jour depuis le 24/06/2024 alors que de nouvelles actions ont été entreprises.

Non-conformité 2 : L'exploitant ne tient pas son PSH à jour.

Parmi les pistes explorées, l'exploitant effectue des travaux sur une vanne proportionnelle de régulation qui pourrait produire un gain de 16 % de consommation d'eau.

Plusieurs autres pistes sont à l'étude :

- recyclage des eaux du bassin eaux pluviales : étude faisabilité à mener vigilance qualité (Veolia) ==> annulé ;
- recyclage des eaux de purges (Veolia) ==> annulé ;
- période d'arrêts pour fermeture annuelle et surcapacité (T10/T11) arrêt sur opportunité ;
- utilisation de l'alimentation en eau du Rhône (point détaillé juste après) ;
- optimisation cycle de purge osmoseur (en cours lors de l'inspection) ;
- travaux entretien chaudière à reporter sur décembre 2024 (fait au final en août 2025).

Utilisation de l'eau d'alimentation du Rhône :

L'exploitant avait précisé lors des inspections précédentes que des travaux étaient prévus pour le raccordement au réseau d'irrigation avec l'eau du Rhône.

Les travaux de raccordement sont réalisés, et le raccordement est opérationnel. L'exploitant est actuellement en attente des résultats de la qualité de l'eau suite aux analyses réalisées par Veolia.

Cette solution permettra de privilégier l'usage de l'eau du Rhône en remplacement de l'eau du forage du site en cas de sécheresse dans le secteur de Lorient.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, une mise à jour de son PSH et il doit s'assurer que celui-ci est régulièrement tenu à jour.

Une mise à jour de l'arrêté préfectoral sera alors proposée pour encadrer le volume maximum prélevable dans la nappe en même temps que la mise à jour du tableau des rubriques ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <u>Les trois exceptions aux restrictions :</u> La consommation annuelle de l'établissement est faible ($< 1\,000\text{ m}^3/\text{an}$ dans le milieu ou $< 7\,000\text{ m}^3/\text{an}$ prélevé à partir du réseau AEP et milieu). L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique). L'exploitant prélève dans le Rhône ou l'Isère. Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
Constats : Il est à noter qu'il n'y avait pas d'alerte sécheresse en cours lors de la visite d'inspection. La consommation moyenne du site était de $13\,000\text{ m}^3/\text{an}$, mais elle a baissé ces dernières années. Dans son courrier du 25 juillet 2024, l'exploitant précise que : <i>lorsque l'ensemble des actions auront été mises en œuvre, (notamment le raccordement au réseau de l'eau du Rhône), et si notre activité devait revenir à un régime maximal de fonctionnement en 5×8, il pourrait être considéré un volume maximal prélevable dans la nappe de $13\,000\text{ m}^3/\text{an}$.</i> L'exploitant souhaite également demander une exemption aux restrictions sécheresse selon le cas suivant : l'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique). Si cette option de prélèvement dans le Rhône aboutit, elle devra alors être intégrée dans le PSH au titre des mesures conjoncturelles (basculement sur le prélèvement Rhône en fonction du niveau d'alerte). L'exploitant a donc rédigé un PSH (voir constat ci-avant). Le volume maximal prélevable dans la nappe sera acté ultérieurement par arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Niveaux de bruits limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée sont fixées dans le tableau ci-après :

Période	Niveau de référence	Niveau de référence	Valeurs limites
	En limite nord	En limite est sud-ouest	
Jour : 6h30 à 21h30	57 dB(A)	52 dB(A)	+ 5 dB(A)
Nuit : 21h30 à 6h30 Dimanches et jours fériés	55 dB(A)	49 dB(A)	+ 3 dB(A)

Constats :

Les niveaux sonores ont été mesurés le 19 juin 2022 par l'APAVE suite à la plainte d'un riverain. Des non-conformités avaient été détectées et l'origine du bruit gênant avait été découvert : ce serait lié à un échappement vapeur, sous certaines conditions, existant depuis 2018-2019. Les silencieux situés sur les conduits de transport perles menant aux silos de « recyclés » ont alors été changés.

L'étude de 2022 était conforme pour les points en limite de propriété mais non conforme pour un point identifié en zone à émergence réglementée (à l'ouest, dans l'axe des silos, en bordure de jardin) : 6 dB(A) au lieu de 5 en période diurne, 5,5 dB(A) au lieu de 3 en période nocturne.

Une étude complémentaire a donc été lancée afin d'identifier les sources principales de bruit. Les ventilateurs proches des silos ont été identifiés.

Les prestations suivantes ont été réalisées à l'été 2023 :

- mise en place de masse lourde sur les gaines de transport extérieur des perles,
- réalisation d'un caisson d'insonorisation à la sortie de la ventilation,
- test de la mise en place d'un mur insonorisé composé de blocs de polystyrène en limite de propriété au point de contrôle.

Un nouveau contrôle des niveaux sonores a été réalisé le 29/09/2023 par l'APAVE.

Les résultats sont encore moins bons qu'en 2022 au niveau de la zone à émergence réglementée (5,5 dB(A) avec blocs et 7,5 dB(A) avec blocs en mesure nocturne et 9,5 dB(A) en mesure diurne) et donc toujours non conformes (3 dB(A) en mesure nocturne et 5 dB(A) en mesure diurne).

L'exploitant a donc continué l'isolation par la mise en place de masses lourdes sur l'ensemble de la tuyauterie des silos et continué à étudier la mise en place d'un mur au niveau des silos de « recyclés ».

Il est à noter qu'aucune plainte ou remarque n'a jamais été émise par le voisin habitant le plus proche de la ZER concernée.

La voisine qui avait émis une plainte n'était, quant à elle, plus gênée suite au remplacement des silencieux.

Même si plus aucune plainte n'est relevée, les émergences sont toujours non conformes.

Non-conformité 3 : Les niveaux limites de bruit au niveau de la zone à émergence réglementée A sont non-conformes de jour comme de nuit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit proposer un nouveau plan d'actions concernant les non-conformités bruit sous 1 mois.

Les actions seront réalisées sous 6 mois et une nouvelle mesure des niveaux sonores viendra clôturer les différents travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Pollutions atmosphériques – généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Si l'extension conduit à accroître le nombre de points de rejets canalisés, l'exploitant devra préalablement en montrer la nécessité par une étude qui sera remise à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, 5 cheminées sont présentes à ce jour sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 2 cheminées pour les 2 expanseurs, – 2 cheminées pour les 2 moules, – 1 cheminée pour la chaudière. <p>Non-conformité 4 : L'exploitant ne connaît pas les caractéristiques techniques des cheminées (hauteur de la cheminée, diamètre, débit de rejet...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir, sous 1 mois, les caractéristiques de toutes les cheminées présentes sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> – numéro de conduit, le cas échéant, – installations raccordées, – puissance ou capacité, le cas échéant, – combustible, le cas échéant, – rejets (nombre de points de rejets), – hauteur de la cheminée, – diamètre de la tuyauterie, – débit nominal des gaz rejetés, – autres caractéristiques, le cas échéant... <p>L'arrêté préfectoral pourra alors être mis à jour avec ces éléments.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 8 : Contrôle des émissions de polluants à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.3.4 et 1.3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère des COV (Composés Organiques Volatils) collectés et canalisés seront, pour les installations nouvelles uniquement, inférieures ou égales à une</p>

concentration de 150 mg/Nm ³ dès que le débit massique horaire total dépassera 2 kg/h.
Les concentrations dans l'atmosphère en COV ainsi que les rejets canalisés des installations nouvelles seront contrôlés au moins une fois par an, les contrôles seront effectués par un organisme agréé.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser les analyses des rejets atmosphériques par l'APAVE du 14 au 15 avril 2025 (date du rapport du 25 avril 2025).</p> <p>Pour la première fois, les flux dépassent les 2 kg/h donc les valeurs limites de COV (150 mg/Nm³ mais 110 mg/Nm³ réglementairement) sont applicables.</p> <p>Les résultats en COVNM sont non-conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Expanseur continu : 1 134 mg/Nm³ pour un flux de 2,44 kg/h, – Expanseur discontinu : 19 344 mg/Nm³ (vitesse non calculable car flux discontinu), – Moule 1250 : 670 mg/Nm³ (vitesse non calculable car flux discontinu), – Moule NIP : 1 166 mg/Nm³ (vitesse non calculable car flux discontinu). <p>Au final, les flux étant discontinus, il est difficile de conclure sur la conformité des rejets atmosphériques de l'expanseur discontinu et des deux moules, mais la non-conformité est bien présente au niveau de l'expanseur continu.</p> <p>Non-conformité 5 : La concentration en COVNM en sortie de l'expanseur continu est non-conforme.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant a fourni en 2018 une étude technico-économique, réalisée en interne, d'une installation de traitement de COV. Les conclusions de l'étude étaient les suivantes : il n'est pas envisageable d'installer un oxydateur thermique pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le fonctionnement n'est pas adapté à un process avec des fortes variations de charges, – selon l'exploitant, la chambre de mélange destinée à lisser la concentration en COV est une véritable « bombe risques majeurs d'incendies et/ou explosions » ce qui est rédhibitoire, – trop peu de pentane serait traité par rapport aux autres polluants émis et à la consommation d'énergie nécessaire, – coût trop élevé et incompatible avec le métier... <p>De plus, l'exploitant n'a pas retenu les techniques de photocatalyse, de biofiltration, d'adsorption sur une roue de concentration, de combustion en chaudière, d'adsorption sur charbon actif, de condensation cryogénique, de techniques membranaires...</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit expliquer, sous 3 mois, pourquoi les concentrations en COVNM en sortie de l'expanseur continu sont si élevées en 2025 par rapport aux années précédentes. L'étude de 2018 pourrait utilement être complétée, car la question se pose sur la mise en œuvre d'une unité de traitement des COV.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Surveillance des rejets de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.3.5.6 et arrêté ministériel du 02/02/1998, article 30 – 32°
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.3.5.6 - arrêté préfectoral du 10 décembre 1996 :</p>

<p>Un bilan matière global portant sur les émissions de COV dans l'établissement sera effectué mensuellement.</p> <p>Un bilan matière détaillé par atelier portant sur les émissions de COV sera effectué semestriellement.</p> <p>Les résultats de ces bilans seront transmis sans délai à l'inspection.</p> <p>Article 30 – 32° - arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 :</p> <p>Fabrication de polystyrène expansé : les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>L'exploitant met en œuvre des procédures visant à réduire les émissions de COV de son installation comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'utilisation de matières premières contenant au plus 4 % de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe ; – le recyclage intégral des chutes de découpe ; – l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières ; – la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur les postes de pré-expansion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise bien un bilan matière annuellement mais non mensuellement comme demandé dans l'arrêté.</p> <p>86,29 tonnes de pentane ont été rejetées en 2024 et 99,49 tonnes en 2023.</p> <p>De plus, pour répondre à l'article 30 – 32° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant doit utiliser des matières premières contenant au plus 4 % de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe. Les billes à 6 % pour le blanc sont le moins utilisées mais la majorité de la production est réalisée avec des billes à 5 % pour le gris.</p> <p>En revanche, toutes les chutes de découpe sont bien recyclées.</p> <p>Les chutes de chantier sont bien récupérées mais que celles liées à leur propre fabrication.</p> <p>Non-conformité 6 : L'exploitant ne réalise pas un bilan matière global sur les émissions de COV dans l'établissement mensuellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer, sous 1 mois, que le bilan matière global sur les émissions de COV est bien réalisé mensuellement.</p> <p>Le bilan matière détaillé par atelier doit normalement être réalisé semestriellement, mais il est judicieux qu'il soit réalisé mensuellement en même temps que le bilan matière global.</p> <p>De plus, l'exploitant doit également s'assurer régulièrement qu'il respecte les prescriptions de l'article 30 – 32° de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 10 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les</p>

<p>équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une première analyse du risque foudre a été réalisée en 2009.</p> <p>Une nouvelle analyse du risque foudre a été réalisée par DEKRA le 1^{er} juillet 2021.</p> <p>L'analyse a été réalisée conformément à la norme en vigueur et définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Une étude technique foudre est nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Etude technique foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une première étude technique foudre a été réalisée en 2011. Une nouvelle étude technique foudre a été menée le 27 septembre 2021 par DEKRA, organisme compétent. Une version 2 a été élaborée le 26 août 2022.</p> <p>5 PDA (Paratonnerres à Dispositif d'Amorçage) doivent être présents sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Installation des dispositifs de protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>

Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : L'installation des dispositifs de protection a été réalisée par la société INDELEC. Le DOE date du 13 au 25 novembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Vérifications périodiques et suivi foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : La première vérification complète des installations de protection contre la foudre a été réalisée par DEKRA le 17/02/2024. Une nouvelle vérification complète a été réalisée par DEKRA le 25/02/2025. Quelques dégradations ont été constatées mais les travaux ont été réalisés le 11/03/2025. Les agressions de la foudre sont enregistrées directement et visibles en temps réel sur le site de la société INDELEC. Tous les compteurs étaient à zéro lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite